

Information envoyée à Covalence / Information sent to Covalence
12.11.2007

Correspondent: Barthélémy Kilosho, Fuldep Burundi / Correspondant de Covalence pour l'Afrique Centrale
fuldepbdi@yahoo.fr

Agrofuels ou carburant végétal au Bénin : Impacts sur la terre, l'alimentation et la forêt

Les compagnies étrangères opérationnelles : DAGRIS, ORYX, PEGAZ, GREEN WAVES, IBS AGRO INDUSTRIES

Le développement de biofuel appelé aussi biocarburant, carburant végétal ou agrocarburant au Bénin relève d'une réalité considérant que le pays doit augmenter sa capacité productive pour l'exportation et la rentabilité de groupes opérant sur son territoire.

L'absence des politiques de planification et des objectifs à long terme, la faiblesse et le manque de compromis entre l'Etat et les multinationales, ont beaucoup contribué à consacrer une grande partie de terre agricole et de la forêt à la culture de la production agrofuel pour l'exportation sans pour autant se soucier de l'impact de cette décision sur l'alimentation des béninois et l'environnement.

La politique du gouvernement concernant l'industrie d'agrofuel, constitue une clé pour le développement de la politique agricole dans le programme économique du pays.

Depuis lors, le sucre est utilisé pour la production d'alcool et une partie des producteurs, font déjà du biofuel à partir de manioc, de coton et d'arachide et le Gouvernement béninois, a l'intention d'entrer sur le marché international de carburant végétal à partir de la production de manioc, canne à sucre, coton et arachide. Il s'avère aussi que la gouvernement ne se préoccupe guère de l'impact qu'aurait cette politique sur la production alimentaire, et la biodiversité.

Initiative dans le biocarburants

C'est la culture de l'huile de palme, canne à sucre qui entre dans la production de biocarburant. Les Groupes industriels de l'Afrique du Sud, de la Malaisie, du Brésil de l'Arabie Saoudite ont déjà fait les accords avec le pays pour la production de huile de palme dans une concession de 400 milles hectares au Sud du Bénin.

Les Sociétés Dagriss, Oryx, Pegaz, Green Waves, Indo-Bénin Corporation..., sont en train de développer la production d'éthanol à partir des cossettes de manioc et de la canne à sucre.

Curieusement, certaines ONG, commencent à croire que la possibilité de la production des biocarburant constitue une opportunité pour mettre fin à la pauvreté au Bénin. Elles sont aussi appuyé par l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) une initiative américaine de promouvoir les échanges entre les USA et l'Afrique et qui prône une libéralisation accrue du marché africain pour les produits américains. D'ailleurs, l'AGOA est considéré par certains Africains comme un instrument d'une nouvelle Recolonisation de l'Afrique.

Impact de la biocarburant sur la biodiversité

Le Gouvernement compte s'appropriier plus de 400 mille hectares de terre humide au Sud du Bénin dans les Régions de Ouémé, Plateau, Atlantic, Mono,. Couffo et Zou pour cultiver le palmerais et ne s'en soucie guère de la destruction de l'écosystème pour la production de ces biocarburants.

En encourageant des multinationales, à investir dans les cultures d'exportation, le gouvernement favorise l'expulsion des petits fermiers qui vivent de la culture de leurs champs dans de petits espaces pour venir gonfler les bidonvilles de grandes villes du pays et contribuer aussi à la disparition des forêts béninoises.

Problématique de la sécurité alimentaire

La culture de l'huile de palme est développée dans la zone Sud du Bénin où est concentré 50 % de la population agricole du pays; ce qui risque de provoquer une compétition accrue entre la production vivrière et les cultures de biocarburants.

La plupart des cultures vivrières comme le manioc, canne à sucre, les arachides risquent d'être utilisées plus, dans la production des biocarburants plutôt que dans l'alimentation de la population béninoise. Et suite aux

encouragement du Fonds Monétaire International et des différents pays occidentaux, les compagnies industrielles sont disposées à obtenir des terres et des fonds pour la production de ces biocarburants.

Ce qui montre que les fermiers et simples agriculteurs seront facilement déplacés et expropriés de leurs terres pour favoriser une culture extensive de ces biocarburants.

D'ailleurs, beaucoup de fermiers et agriculteurs sont incités à se tourner vers les cultures de coton, arachides pour obtenir les facilités de crédits bancaires et de vendre leurs produits aux prix compétitifs.

Cependant, la réalité s'avère tout autre : Au moment de la vente de ces produits, les industries achètent toujours ces produits à un prix inférieur au prix de départ, ce qui compromet énormément la capacité de remboursement des paysans en alourdissant leurs charges d'exploitation. Ce problème pose une désillusion au sein de la population de petits agriculteurs béninois.

Curieusement au Nord du Bénin, dans la Région de Banikoara, bon nombre d'agriculteurs ont abandonné les cultures vivrières en faveur des cultures de coton et arachides pour la production de biocarburants. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire est présente dans le pays comme le publient le Programme Alimentaire Mondial et Catholic Relief Services.

Avec la démographie galopante, surtout dans les grandes villes, la demande alimentaire devient importante et l'offre alimentaire insuffisante puisque une grande partie de la culture est orientée vers la culture des biocarburants ; ce qui augmente sensiblement les prix des produits alimentaires et accroît l'insécurité alimentaire au sein de la population.

Expansion de la monoculture

Une grande partie de la production des agrofuels pour l'exportation est composée des monocultures notamment la canne à sucre, le maïs, l'huile de palme et ces types de cultures constituent la cause principale de l'exode rural et de la déforestation dans le pays.

Il existe une expansion de la monoculture de production de huile de palme dans le Sud du Bénin qui freine énormément le développement et engendrer des troubles communautaires pendant les ventes de ces produits. Les coopératives destinées à mener les négociations de vente de ces produits avec le gouvernement, ont été accusées de corruption. C'est pour cette raison que les compagnies privées ont proposé d'acheter directement l'huile de palme aux agriculteurs sans pour autant passer par ces coopératives.

Rentabilisation d'agrofuels pour l'export

Il est clair que l'introduction et le développement de la monoculture de biofuels dans le pays, ne vise qu'à augmenter les profits des entreprises privées étrangères qui ont investi d'énormes capitaux dans l'exploitation de ces cultures. Et le gouvernement profite beaucoup de la perception des taxes et impôts sans impact apparent sur la situation sociale de la population rurale.

Et le gouvernement, pour répondre à la demande mondiale des grands groupes industriels, n'est pas prêt à lâcher l'opportunité qui s'offre à lui : offrir plus de 3 millions d'hectares de terre à ces groupes pour la culture et le développement de l'agrofuel dans la pays d'ici 2011.

Ce plan de production de biocarburants met beaucoup de doute dans la population qui voit l'insécurité alimentaire augmenter, les expropriations des terres continuer et nuire à l'écologie.

Dans un pays où la culture de coton a depuis très longtemps contribué à l'affaiblissement du sol, une large conversion dans les biocarburants risque d'aggraver les problèmes alimentaires de la population rurale béninoise.

Source : Kilosho Barthélemy

Tiré de la conférence organisée à
Zentrum Karl Der Grosse Kirchgasse 14
8001 Zürich; Schweiz.
Documentation fournie par African Biodiversity Network
Cape Town University, South Africa, July 2007.